

Les Grandes Conférences Catholiques

Repenser la relation Etats-Unis/Europe dans un monde en mutation accélérée

Monseigneur, Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un immense plaisir d'être parmi vous aujourd'hui dans le cadre des Grandes Conférences Catholiques afin d'aborder un sujet qui semble particulièrement d'actualité : l'avenir de la relation transatlantique dans un monde en mutation accélérée, et au cœur de celle-ci, la question de l'autonomie stratégique européenne.

Depuis l'inauguration de l'administration Trump 2, le débat sur l'autonomie stratégique n'a pas seulement ressurgi, il a été reconfiguré. En effet, la réélection de Donald Trump à la Maison Blanche en novembre 2024, et sa volonté de transformer la relation transatlantique, a bousculé les contours de cette notion, révélant à quel point l'Europe demeure dépendante des choix stratégiques américains.

Pour comprendre comment l'Europe peut répondre à cette situation, il est essentiel de revenir sur la définition du concept d'autonomie stratégique. Cette dernière revêt au moins deux facettes : d'une part, la facette formelle, bureaucratique et institutionnelle, dans laquelle des institutions européennes telles que le Parlement européen et le Conseil européen adoptent des conclusions énonçant clairement l'autonomie stratégique comme un objectif de l'Union européenne, et ce depuis 2013. D'autre part, la facette la plus controversée, qui suscite des débats animés en Europe quant à la nécessité même de l'autonomie stratégique. Pour paraphraser la définition présentée dans le Livre blanc français sur la défense de 1994, l'autonomie stratégique européenne est généralement définie comme la capacité d'agir de manière indépendante dans un monde interdépendant. Je tiens à souligner ici qu'elle n'est pas synonyme d'autarcie. Mais elle nécessite de développer une capacité d'action, en particulier dans les domaines traditionnels de la sécurité – où l'Europe a encore pu compter sur le soutien des États-Unis au cours des 75 dernières années.

Pour les Européens, la garantie de sécurité fournie par les États-Unis via l'OTAN reste existentielle – même s'ils mènent des débats internes sur la meilleure façon d'être un allié efficace pour Washington.

De plus, la position des États-Unis a souvent été ambiguë. Si les administrations américaines passées, quelle que soit leur affiliation politique, ont appelé les Européens à assumer leur part de responsabilité, elles ont également mis en garde contre toute initiative de découplage, de duplication ou de discrimination en matière de défense qui risquerait de nuire à l'OTAN. Même sous le premier mandat de Donald Trump, dont le mépris pour l'OTAN et les alliances militaires est bien connu, les Européens ont été vivement critiqués pour avoir intensifié leurs efforts visant à mettre en place des capacités de défense européennes communes, avec des projets tels que le Fonds européen de défense et la Coopération structurée permanente (CSP).

Mais depuis le début du second mandat de Donald Trump, la donne a changé. L'administration américaine a désormais abandonné toute ambiguïté et s'engage ouvertement dans une restructuration profonde de ses priorités stratégiques. Le recentrage américain assumé sur la compétition entre grandes puissances – en particulier sur la Chine, ainsi qu'un recentrage sur l'hémisphère occidental, – se traduit concrètement par une volonté de réduire la présence stratégique américaine en Europe. C'est une rupture qui fait peser sur les Européens la nécessité urgente d'assumer davantage de responsabilités en matière de sécurité. Cette évolution s'inscrit dans un contexte particulier où l'Europe a déjà été fragilisée par d'autres chocs : les répercussions de la pandémie de Covid, qui ont conduit l'Europe à aspirer à davantage d'autonomie ou de souveraineté dans divers domaines, notamment la santé mondiale, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et le soutien européen qui s'en est suivi ont conduit l'Europe à devoir assumer son pouvoir et à définir la manière dont elle entend le projeter. On peut parler d'autonomie stratégique européenne, de souveraineté européenne ou d'action stratégique européenne – une chose est sûre : les Européens ne peuvent se permettre d'esquiver la question pressante de leur capacité d'action, non seulement dans leur voisinage immédiat, mais aussi sur une scène mondiale de plus en plus sous pression en raison des tensions entre les États-Unis et la Chine.

La pandémie de Covid

Si la pandémie de coronavirus a initialement touché les États membres de l'Union européenne de manière différente, tous ont pris conscience, au début du printemps 2020, à quel point ils dépendaient de pays tiers – en particulier de l'Inde et de la Chine – pour l'approvisionnement en médicaments essentiels ainsi qu'en matériel stratégique tel que les respirateurs ou les masques. Les Européens n'ont pas tant découvert cette dépendance qu'ils ont pris conscience de la vulnérabilité dans laquelle elle les plaçait face à des événements imprévisibles comme une pandémie. En effet, ils se sont retrouvés dans une situation où des pays dont ils dépendaient pouvaient soudainement décider de ne plus leur donner accès aux biens dont ils avaient besoin. Ce constat les a amenés à revoir leur conception de l'interdépendance qui était au cœur du succès économique de l'Europe et de la promesse de prospérité que ce projet portait.

Il a fallu un certain temps et plusieurs débats animés sur le rôle de l'UE pour que ce changement se concrétise. La pandémie de Covid a également montré aux Européens à quel point le système de santé faisait partie intégrante de notre infrastructure de sécurité, au même titre que la défense ou le secteur des télécommunications. À ce titre, il est apparu clairement que garantir la sécurité sanitaire revenait à garantir « la capacité des sociétés à fonctionner, des économies à prospérer et des nations à s'imposer dans la compétition géopolitique ». La santé ne relève pas des compétences de l'UE, telles qu'elles sont définies dans le traité de l'UE, et les soins de santé restent donc une prérogative des États membres individuels. Cependant, l'instrumentalisation de la santé par la Russie et la Chine – par le biais de campagnes de désinformation agressives et de la confiscation de matériel médical – pendant la pandémie de Covid, a poussé les Européens à apporter une réponse commune immédiate plus adéquate, ainsi qu'à se préparer ensemble à des scénarios futurs où la coopération serait essentielle.

Au même moment, aux États-Unis, le président Donald Trump était bien décidé à se battre contre les Européens pour l'accès aux vaccins, alors qu'il tentait de racheter la société allemande de biotechnologie CureVac, ainsi que d'autres équipements médicaux stratégiques. Son conseiller économique de l'époque, Peter Navarro, avait

déclaré sur Fox News que « dans des crises comme celle-ci, nous n'avons pas d'alliés ».

Il existait et il existe toujours des différences colossales entre les systèmes de santé nationaux de l'UE, que l'action européenne seule ne pouvait atténuer. Mais il est rapidement apparu que les États membres attendaient davantage de solidarité européenne sur le front sanitaire. Les Européens ont donc renforcé les capacités d'alerte précoce du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, assuré la disponibilité des médicaments, permis l'achat groupé d'équipements médicaux et de protection, garanti le stockage et la distribution d'équipements essentiels tels que les respirateurs, les équipements de protection individuelle, les masques réutilisables, les vaccins et les fournitures de laboratoire pour les traitements, augmenté les capacités de production européennes et enfin proposé un soutien financier supplémentaire par le biais du Fonds de solidarité de l'UE.

C'est également pendant la pandémie de Covid que le tabou de la mutualisation de la dette – l'emprunt commun – a été brisé lors du Conseil européen de juillet 2020, lorsque la chancelière Angela Merkel a renversé la position de l'Allemagne – elle s'était jusqu'alors farouchement opposée à la mutualisation de la dette, aux côtés du camp des « frugaux ».

La pandémie et ses répercussions n'ont pas poussé l'UE à renoncer à la coopération internationale et au commerce, puisqu'elle poursuit toujours un programme d'interdépendance active. Toutefois, elle est peut-être désormais plus consciente de la manière dont elle peut utiliser certains de ses atouts face à ses rivaux. S'appuyant sur cette nouvelle approche, elle a assumé l'idée de vouloir poursuivre une ambition géopolitique.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie

Si la pandémie de Covid a constitué un véritable moment de prise de conscience pour les Européens, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, a entraîné un réveil stratégique. Près de deux ans après le début de la guerre, les Européens ont surmonté deux chocs majeurs : le premier était le retour de la guerre sur le continent, et le second la nécessité pour l'Europe d'atténuer les effets des dépendances mêmes qui constituaient le fondement de sa prospérité, telles

que celle vis-à-vis du pétrole et du gaz russes. Les réponses apportées à ces deux chocs ont montré que l'Europe devait devenir une puissance souveraine – capable de faire ses propres choix et de mettre en œuvre ces décisions.

La Russie a envahi l'Ukraine le 24 février 2022, au moment où la coordination politique et stratégique entre les États-Unis et l'Europe était à son plus haut niveau. Cette intervention a eu lieu après des mois d'un débat mondial sans précédent lancé par une campagne de déclassification des États-Unis sur la question de savoir si Vladimir Poutine pourrait envahir le pays. Cependant, malgré les avertissements préalables, les Européens et les Américains ont été choqués qu'un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies ait eu si peu de scrupules à violer la Charte des Nations unies et ont donc immédiatement considéré l'action de la Russie comme une attaque contre l'ordre international.

La vigueur et l'unité de la réaction européenne ont été permis par à la résistance remarquable du peuple ukrainien. Les rapports des services de renseignement dont disposaient les Américains et les Européens laissaient entrevoir la probabilité que Kiev tombe aux mains des Russes en l'espace de trois à quatre jours. Cependant, face à cette résistance, il était clair que l'Europe devait se mobiliser et affirmer sans ambiguïté que la défense de l'Ukraine était une question vitale pour l'avenir de l'Europe. Les Européens ont donc coordonné leurs efforts avec l'OTAN de manière résolue et inébranlable. L'une des craintes initiales était que le conflit ne s'étende, éventuellement sur le territoire de l'OTAN, adjacent à l'Ukraine. De plus, l'invasion de Poutine a fait prendre conscience aux Européens que s'ils ne venaient pas en aide à l'Ukraine, ils ne seraient jamais réellement à l'abri de la Russie et de ses ambitions. L'avenir de l'Europe et celui de l'Ukraine étaient désormais indissociables et étroitement liés.

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion, l'Union européenne (UE) a adopté à plusieurs reprises des trains de sanctions massives contre la Russie et a fourni une aide financière, matérielle et humanitaire à l'Ukraine, ce qui semblait correspondre à la panoplie habituelle d'outils et d'instruments à sa disposition. Cependant, la fourniture d'armes létales par le biais du mécanisme de la Facilité européenne pour la paix a démontré à quel point les Européens étaient déterminés à contribuer autant que possible à une victoire ukrainienne. On ne saurait trop insister sur la révolution copernicienne qui s'est produite : pour la première fois dans l'histoire de l'UE,

l'Union a fourni des armes létales, qui plus est à un pays qui n'est pas (encore) membre de l'UE ni de l'OTAN. Depuis la mise en œuvre de la Facilité européenne pour la paix, une proposition visant à aller de l'avant avec des achats conjoints de munitions et de missiles pour l'Ukraine a été présentée, et une autre proposition visant à produire conjointement ces munitions au sein de l'UE a été adoptée en mai 2023. En novembre 2025, le Parlement européen a adopté le tout premier programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP), actant de fait le principe de « préférence européenne ». Doté d'1,5 milliards d'euros, il vise à favoriser le lancement de projets communs en matière d'armement et à limiter le coût des composants fabriqués en dehors de l'UE, et permettra également de lancer un instrument de soutien à l'Ukraine doté de 300 millions d'euros. Toutefois, ces mesures ne suffisent pas à fournir à l'Ukraine toutes les armes dont elle a besoin pour remporter une victoire décisive, et l'Europe s'est engagée à faire davantage.

La réflexion sur la sécurité ne vient pas naturellement aux Européens. Certains pourraient même dire que le simple fait d'y songer va à l'encontre du projet européen. Après les traumatismes de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste, l'Europe s'est efforcée pendant des années de ne pas devenir une puissance – du moins pas une puissance militaire. Les fondateurs de l'Europe y voyaient une expérience politique au service de la paix : en passant des mois et des années à renforcer progressivement les interdépendances économiques, les institutions espéraient lier les pays entre eux afin de garantir qu'ils n'entrent pas en guerre les uns contre les autres. Les objectifs de cette expérience ont été atteints en ce qui concerne l'Union elle-même. Mais des guerres et des conflits ont éclaté en dehors de l'Europe, parfois assez près de ses frontières – comme dans les Balkans dans les années 1990.

La sécurité traditionnelle, militaire, restait entre les mains de l'OTAN – pour les pays qui en étaient membres. D'autres ont opté pour la neutralité, comme l'Autriche, l'Irlande, Malte et la Suisse, pour ne citer qu'un État européen non-membre de l'UE. Bien sûr, la Finlande et la Suède ont renoncé à leur neutralité après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et ont demandé à devenir membres de l'OTAN. La Finlande est devenue membre de l'OTAN en mars 2023, et la Suède a suivi un an plus tard. Là aussi, on ne saurait trop insister sur le bouleversement que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué pour la sécurité européenne. Lorsque des positions vieilles de plusieurs décennies changent presque du jour au lendemain, et ce avec le soutien

de la population, on sait que le monde est en train de changer. Dans les sondages suédois sur l'adhésion à l'OTAN, en janvier 2022, avant l'invasion, seuls 37 % des personnes interrogées indiquaient vouloir que leur pays rejoigne l'alliance militaire. Six mois plus tard, 64 % des personnes interrogées étaient favorables à l'adhésion de la Suède. Dans le cas de la Finlande, les chiffres sont encore plus stupéfiants : un tiers des Finlandais soutenait l'adhésion à l'OTAN en 2018, contre 80 % en avril 2022.

La réélection de Trump en novembre 2024

Donald Trump s'est rapidement imposé face à la candidate démocrate Kamala Harris lors de l'élection présidentielle américaine du 5 novembre 2024, en remportant les swings states clefs ainsi que le vote populaire. En un an, son retour à la Maison-Blanche a rebattu les cartes du lien transatlantique. Entre guerre commerciale, pression sur l'OTAN, bras de fer réglementaire dans le numérique, tensions arctiques, menaces depuis la guerre en Iran et ligne fluctuante sur l'Ukraine, Washington pousse l'Union européenne à accélérer sa quête d'autonomie stratégique — militaire, économique et monétaire — en s'appuyant sur une capacité budgétaire commune.

Au-delà des tensions commerciales et sécuritaires, le second mandat de Donald Trump s'accompagne d'une intensification des tentatives d'influence américaines au sein des systèmes politiques européens. Dans un contexte où Washington redéfinit ses priorités géopolitiques, plusieurs acteurs proches de la mouvance MAGA cherchent à orienter le débat public européen contre l'intégration communautaire, en soutenant des forces politiques défendant une vision souverainiste et révisionniste de l'ordre international. Cette dynamique prend la forme d'un écosystème d'acteurs privés — plateformes numériques, think tanks conservateurs, philanthropies partisans — qui interviennent dans les débats européens sur la régulation numérique, la transition énergétique ou encore les standards démocratiques. L'objectif n'est pas tant d'imposer une ligne idéologique unique que d'affaiblir la capacité de l'Union à agir collectivement dans un environnement géopolitique de plus en plus compétitif.

Ces tentatives d'ingérence s'observent particulièrement dans l'espace informationnel. Des personnalités influentes autour du président américain, dont certains dirigeants de la tech, utilisent leur contrôle sur les plateformes sociales pour

amplifier des récits contestant la légitimité des institutions européennes ou attaquant leurs régulations phares, comme le Digital Services Act. Sous couvert de défendre la « liberté d'expression », ces interventions contribuent à déstabiliser les cadres normatifs européens, en diffusant à grande échelle des récits alignés avec les intérêts des forces nationalistes. L'écosystème MAGA ne se contente pas d'influencer le débat : il cherche également à créer des passerelles directes avec des partis politiques européens, renforçant leur visibilité et leur stratégie.

Parallèlement, des acteurs politiques américains tentent de structurer cette influence par des canaux plus directs. Des think tanks conservateurs proches de l'administration américaine multiplient les échanges avec des formations révisionnistes européennes, partageant éléments de langage, stratégies numériques et propositions institutionnelles — notamment celles visant à réduire les prérogatives de la Commission européenne ou à freiner l'intégration dans des domaines comme l'énergie, la migration ou la politique industrielle. Ces interactions, encore marginales lors du premier mandat Trump, sont désormais assumées comme un levier d'influence stratégique. Elles s'inscrivent dans une vision transactionnelle des alliances : affaiblir les institutions européennes permettrait de maximiser les marges de négociation américaines dans les domaines réglementaires et économiques.

Enfin, l'ingérence américaine prend parfois une dimension plus institutionnelle, avec une pression directe sur les gouvernements européens. Qu'il s'agisse de menaces commerciales conditionnant la politique énergétique ou climatique, ou d'injonctions concernant la régulation des plateformes numériques, l'administration américaine utilise sa puissance économique pour réorienter certains choix européens. Là encore, les intérêts de Washington convergent avec ceux des mouvements révisionnistes européens, qui voient dans ces pressions un moyen supplémentaire de remettre en question la légitimité du cadre communautaire.

Ces méthodes d'influence s'articulent désormais avec un repositionnement stratégique plus structurel. La stratégie nationale de sécurité publiée par Washington à la fin de l'année 2025 acte une réorientation doctrinale majeure : recentrage sur les intérêts strictement nationaux, réduction assumée de l'engagement militaire américain en Europe, priorité donnée au théâtre indopacifique et volonté affichée de déléguer davantage de responsabilités sécuritaires aux alliés européens. Cette approche, qui rompt avec la logique d'engagement structurel des décennies

précédentes, inscrit l'Europe dans un cadre d'incertitude stratégique où les garanties américaines deviennent plus conditionnelles, plus transactionnelles, et potentiellement liées à des objectifs politiques non européens.

Dans le même temps, la nouvelle stratégie de sécurité américaine publiée en novembre 2025 confirme cette évolution : elle abandonne le cadre multilatéral comme référence structurante et privilégie explicitement des relations bilatérales idéologiquement conditionnées. Le document adopte une vision civilisationnelle de l'Europe et décrit l'Union non comme un partenaire structurant, mais comme un problème stratégique à "corriger", ouvrant la voie à une intervention normative directe dans les affaires européennes. Cette approche s'accompagne d'une volonté assumée d'influencer l'orientation politique interne des États européens, en soutenant plus volontiers ceux qui s'alignent sur les priorités idéologiques américaines et en exerçant des pressions sur les régulations ou les politiques perçues comme contraires aux intérêts de Washington. Cette logique installe un modèle de relations transatlantiques fondé sur la proximité politique, la conditionnalité et, de facto, des formes d'ingérence douce dans le débat public européen.

Ce durcissement doctrinal américain, combiné aux efforts d'influence politico-informationnelle déjà à l'œuvre, amplifie les vulnérabilités européennes. Il crée une situation dans laquelle la pression extérieure et la contestation interne des valeurs et institutions européennes s'alimentent mutuellement, renforçant les dynamiques révisionnistes sur les deux rives de l'Atlantique. Ce tournant ne vient pas de nulle part. Dès son premier mandat, Trump avait qualifié l'Union européenne d'« ennemi », engagé une confrontation commerciale avec ses alliés et retiré les États-Unis de plusieurs cadres multilatéraux, de l'Accord de Paris au JCPOA en passant par l'UNESCO. Sa méfiance envers les alliances et le multilatéralisme était déjà une constante ; elle revient aujourd'hui de manière plus assumée.

L'administration Trump 2 assume désormais un monde multipolaire, divisé en sphères d'influence et un recentrage sur l'hémisphère occidental ainsi que sur l'Asie pour contenir la Chine, prolongeant le « pivot » amorcé sous Barack Obama. Concrètement, cela se traduit par un désengagement du continent européen. Même des atlantistes convaincus, comme le chancelier allemand Friedrich Merz ou le premier ministre polonais Donald Tusk, plaident désormais pour réduire la dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis.

Dans ce recentrage américain, la priorité donnée à l'hémisphère occidental prend une dimension nouvelle. Washington considère désormais l'ensemble du continent américain comme un espace stratégique à sécuriser avant tout autre, mobilisant des instruments diplomatiques, économiques et militaires. La Maison Blanche opère avec moins de contraintes institutionnelles et un recours accru aux outils coercitifs : militarisation de la lutte antidrogue, pressions directes sur les gouvernements d'Amérique latine, menaces d'opérations transfrontalières au Mexique, et tentatives explicites de remodeler les équilibres politiques dans des pays comme le Venezuela ou Cuba.

Ce tournant s'accompagne d'une lecture plus rigide des sphères d'influence : les États-Unis acceptent que la Chine dispose d'un espace d'influence en Asie, mais tolèrent peu la pénétration stratégique chinoise dans les Amériques, en particulier via les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, la présence technologique ou le rôle de Pékin dans les flux de fentanyl. De même, la montée en puissance d'activités russes dans certains États latino-américains est interprétée comme une menace directe pour la sécurité intérieure américaine.

Au nom de la lutte contre les migrants, les cartels et les opioïdes — érigés en priorités absolues de politique intérieure — Washington justifie une politique de « bouclier des Amériques (Shield of Americas) » combinant militarisation, sanctions extraterritoriales, surveillance accrue et partenariats asymétriques. Cette approche fragilise les équilibres régionaux, mais elle confirme surtout une réalité : aux yeux de l'administration Trump, les enjeux de l'hémisphère occidental priment désormais sur ceux de l'Europe, reléguant le continent au second plan dans la hiérarchie des priorités américaines. Sur le plan commercial, avant l'accord de Turnberry du 27 juillet 2025, la Maison-Blanche a mené une offensive tarifaire élargie : droits de douane jusqu'à 15 % sur la plupart des exportations européennes, incitations à investir aux États-Unis et à acheter des énergies fossiles américaines, critiques frontales des politiques climatiques européennes. L'objectif était clair : renverser l'excédent européen et faire payer aux alliés un quasi « tribut impérial ». En face, l'UE a diversifié ses accords (Suisse, Inde, Indonésie, Vietnam, Mercosur) et mobilisé ses outils anti-coercition et anti-dumping.

Sur le plan numérique, Trump accuse Bruxelles de brider les géants technologiques américains et de restreindre la liberté d'expression. De son côté, l'UE défend son

modèle de régulation — DMA, DSA, AI Act — pour encadrer les grandes plateformes. L’amende infligée à X, anciennement Twitter (120 millions d’euros) début décembre 2025 envoie un signal clair : l’UE entend faire respecter ses règles sur son marché.

Au-delà de ces affrontements réglementaires, la relation entre les géants du numérique et l’Union européenne s’inscrit dans un rapport de force plus profond. Les GAFAM voient dans l’Europe un espace à la fois indispensable et contraignant : indispensable parce qu’ils y occupent des positions dominantes — près de 90 % des recherches en ligne pour Google, 40 % du commerce électronique pour Amazon et l’essentiel de l’écosystème social pour Meta — et contraignant parce que l’UE est devenue, avec le RGPD ainsi que ses nouveaux textes, le principal producteur de normes internationales en matière de technologie et de protection des données. Les décisions prises à Bruxelles ont souvent un effet bien au-delà du continent, ce qui pousse les grandes plateformes à tenter d’orienter ou d’atténuer ces règles afin d’éviter qu’elles ne deviennent des standards globaux affectant leur modèle économique. À cela s’ajoute une préoccupation croissante côté européen : la crainte d’une dépendance technologique excessive, face à des entreprises dont l’influence dépasse le champ strictement économique pour toucher des enjeux de souveraineté et de sécurité. C’est dans ce contexte que les tensions technologiques s’inscrivent dans une réflexion plus large sur la capacité de l’Europe à préserver sa marge de manœuvre stratégique.

Regardons aussi ce qui se passe au Groenland. Cette île, qui dépend du Danemark, devient un nouveau point de tension entre l’Europe et les États-Unis. Donald Trump a remis sur la table l’idée d’acheter le territoire, en invoquant des risques sécuritaires russes ou chinois, et en laissant même entendre qu’il pourrait agir de manière plus ferme si nécessaire. Le Danemark et les autorités groenlandaises ont catégoriquement dénoncé ces menaces et réaffirmé la souveraineté de leur territoire. Et la présence de la base américaine de Pituffik rappelle à quel point la région est stratégique. Pour l’Union européenne, cet épisode révèle une chose : la souveraineté reste fragile face à un partenaire qui, devient parfois imprévisible.

S’agissant de l’Ukraine, la position américaine est tout aussi instable et Trump change régulièrement de ton vis-à-vis de Kiev. Les États-Unis gardent la main sur les discussions avec Moscou et laissent souvent l’Europe de côté dans les formats

de négociation. L'Union européenne continue d'aider l'Ukraine, mais elle doit composer avec ses propres divisions : que faire des avoirs russes gelés ? Quelles garanties de sécurité après la guerre ? Quel calendrier pour l'adhésion de l'Ukraine ? L'enjeu dépasse d'ailleurs la seule solidarité : une victoire russe ébranlerait durablement l'ordre sécuritaire européen, donnerait à Vladimir Poutine le sentiment que l'Europe est incapable de se défendre et pourrait ouvrir la voie à d'autres formes d'agression — y compris contre des États membres de l'OTAN. Le défi pour l'Europe est donc clair : soutenir l'Ukraine dans la durée, sans fragiliser sa propre cohésion.

L'approche de Donald Trump envers la guerre en Ukraine pendant sa campagne de 2024 avait déjà donné le ton : il affirmait pouvoir « régler le conflit en vingt-quatre heures », une promesse qu'il a ensuite qualifiée de « sarcastique » en reconnaissant qu'elle relevait davantage de la posture politique que d'un véritable plan d'action. Dès son retour à la Maison-Blanche, cette ligne mouvante s'est confirmée. Le 28 février 2025, sa rencontre avec Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale tourne à l'affrontement public : Trump et son vice-président JD Vance reprochent au président ukrainien un manque de gratitude envers Washington, l'accusent de « ne pas avoir les cartes en main » et le somment de « conclure un accord avec la Russie ou nous vous laisserons tomber », avant d'interrompre la réunion et d'annuler la conférence de presse prévue.

L'épisode du Bureau ovale a servi de révélateur : les capitales européennes, traditionnellement prudentes dans leurs commentaires sur Washington, ont exprimé une inquiétude directe quant au leadership américain et à la tournure des négociations. Un mouvement de solidarité immédiat s'est formé autour de Kiev, accompagné d'un discours beaucoup plus affirmé sur la nécessité pour l'Europe d'assumer une plus grande part de responsabilité stratégique. Dans plusieurs États membres, l'incident a été interprété comme un avertissement sur la fragilité du partenariat transatlantique, renforçant l'idée qu'il devenait indispensable de s'organiser politiquement et militairement pour réduire la dépendance envers Washington. Si certaines voix plus isolées ont salué la posture de fermeté de Trump, la très grande majorité a réaffirmé son soutien à l'Ukraine et mis en garde contre toute lecture qui affaiblirait la distinction fondamentale entre agresseur et agressé.

Quelques jours plus tard, l'administration suspend temporairement l'aide militaire américaine pour forcer Kiev à accepter un cessez-le-feu, avant de la rétablir après un accord provisoire de trente jours négocié en Arabie saoudite. Au printemps et à l'été 2025, le président Trump multiplie les revirements : après des appels jugés « productifs » avec Vladimir Poutine, il lance un ultimatum de cinquante jours au Kremlin pour mettre fin à la guerre, puis réduit ce délai à « 10 à 12 jours », tout en accusant l'Europe de traîner les pieds.

Pourtant, le 15 août 2025, le ton change radicalement lors du sommet bilatéral d'Anchorage en Alaska : Trump déroule le tapis rouge à Poutine sur la base d'Elmendorf-Richardson, et salue une discussion « très productive » malgré l'absence totale de progrès sur un cessez-le-feu. À la sortie de la rencontre, il laisse entendre que la responsabilité d'avancer incomberait désormais à Kiev et aux Européens. Trois jours plus tard, il reçoit à nouveau Zelensky à Washington, aux côtés de plusieurs dirigeants européens, oscillant entre menace — suggérant que le président ukrainien pourrait « mettre fin à la guerre presque immédiatement s'il le voulait » — et promesse de garanties de sécurité « à déterminer ». Enfin, nouvelle volte-face en septembre 2025 : en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, Trump déclare que l'Ukraine pourrait « retrouver ses frontières originelles, voire aller plus loin », qualifie la Russie de « tigre de papier » et affirme son soutien à un réarmement européen massif, avant d'ajouter que les États-Unis fourniront des armes à l'OTAN « pour qu'elle en fasse ce qu'elle veut ». Ces oscillations successives — pressions, menaces, gestes envers Poutine, déclarations contradictoires puis soudains encouragements à Kiev — ont profondément déstabilisé les Européens, qui voient leur rôle marginalisé et peinent à anticiper la véritable stratégie américaine.

Dans ce paysage, un élément constant est l'importance prise par Steve Witkoff, promoteur immobilier milliardaire et Jared Kushner, gendre du président américain, figures centrales de la diplomatie américaine sous Trump 2. Dès novembre 2025, ils pilotent des négociations directes avec Kiev autour d'un premier plan de paix en 28 points, vivement critiqué car il prévoyait des concessions territoriales, un plafonnement de l'armée ukrainienne, l'abandon d'une future adhésion à l'OTAN et l'utilisation des avoirs russes gelés pour la reconstruction.

Après plusieurs révisions, Witkoff et Kushner se rendent au Kremlin le 2 décembre 2025 pour présenter une version amendée en 27 points lors d'un entretien de cinq

heures avec Poutine — discussions qualifiées de « constructives » par Moscou, mais sans progrès sur la question des frontières. Ils incarnent la volonté de Trump de contourner les circuits diplomatiques traditionnels, d'imposer un rythme rapide aux négociations, et de façonner un accord bilatéral États-Unis–Russie susceptible d'être ensuite imposé à Kiev et à ses partenaires européens. Leur présence systématique dans les discussions — avec les Ukrainiens, les Russes, les Européens — souligne le choix de Trump d'externaliser la conduite des pourparlers à des proches de confiance plutôt qu'aux institutions diplomatiques américaines, au risque d'accroître la défiance de Kiev comme des Européens. L'Europe et plus particulièrement l'Union européenne sont en train de revoir complètement leur manière de penser la défense et la relation à l'OTAN. Les prises de position de Donald Trump, reprochant aux Européens de ne pas investir assez et de trop dépendre des États-Unis ont accéléré le mouvement. L'OTAN, qui a garanti la paix en Europe pendant près de 80 ans, se cherche un avenir. Trump laisse même entendre que les États-Unis pourraient s'en retirer, préférant soutenir les pays qu'il juge « forts » et délaissant ceux qu'il considère « faibles ». Ce rapport conflictuel n'est pas nouveau : lors de son premier mandat, il avait déjà menacé de quitter l'Alliance et laissé entendre qu'il ne défendrait pas des pays n'atteignant pas les 2 % du PIB en matière de dépenses de défense, plafond établi en 2014.

Depuis son retour à la Maison Blanche, il a d'ailleurs demandé à plusieurs reprises que chaque pays consacre non seulement 2 %, mais 5 % de son PIB à la défense, ce qui a finalement été acté lors du sommet de La Haye en 2025. Face à ces signaux d'alarme, les Européens mesurent plus que jamais l'urgence de construire une véritable capacité de défense autonome. Cela a donné naissance au plan « Readiness 2030 », qui prévoit environ 800 milliards d'euros sur cinq ans pour moderniser les armées européennes. Un nouveau dispositif, appelé SAFE (Security Action for Europe), doit aussi permettre de financer l'achat d'équipements produits en Europe grâce à 150 milliards d'euros de prêts. Dans la même logique, l'UE a adopté en novembre 2025 son premier programme commun pour l'industrie de défense, l'EDIP. Il représente 1,5 milliard d'euros d'ici 2027, dont 300 millions dédiés à l'Ukraine. L'ensemble montre une volonté d'évolution : passer d'un acteur principalement économique et réglementaire à une Europe militaire, même s'il reste des désaccords entre États membres sur le rythme, les moyens financiers ou encore la place exacte de l'OTAN.

La quête de l'autonomie stratégique

Les Européens prennent conscience de la situation d'exception dans laquelle ils se trouvent : après s'être appuyés sur les États-Unis pendant la majeure partie des 75 dernières années, ils sont désormais contraints de se doter des moyens nécessaires pour devenir une puissance à part entière. Joe Biden aura probablement été le dernier président atlantiste.

Dans ce contexte, on observe également une évolution plus diffuse mais significative au sein de la classe politique américaine. Pour la nouvelle génération politique, tant chez les démocrates que chez les républicains, la relation avec l'Europe semble progressivement perdre de son caractère central. Plusieurs facteurs y contribuent : la montée en puissance des enjeux intérieurs, la priorité croissante accordée à la rivalité avec la Chine, ainsi qu'un environnement politique marqué par la polarisation et une forme de lassitude à l'égard des engagements extérieurs. Dans le camp républicain, cette dynamique est accentuée par l'influence accrue de figures issues du courant MAGA, dont certaines portent un discours plus critique à l'égard des institutions européennes. Du côté démocrate, l'attachement au partenariat transatlantique demeure, mais il s'inscrit désormais dans une hiérarchie de priorités où l'Europe n'occupe plus forcément une place aussi structurante qu'avant, principalement parce que les Européens ont les moyens de se défendre. Dans l'ensemble, ces évolutions traduisent une relation moins automatique et davantage conditionnée aux intérêts du moment.

Depuis son retour au pouvoir, Trump affirme ouvertement que sa priorité stratégique sera désormais l'hémisphère occidental ainsi que l'Indopacifique, où il voit la Chine comme la principale menace pour les États-Unis.

À l'heure actuelle, les discussions américaines, européennes et transatlantiques sur la Chine ont un impact considérable sur l'autonomie stratégique européenne. La Chine devient de plus en plus la question principale de politique étrangère aux États-Unis. Elle constitue également une priorité en Europe, l'UE cherchant une approche moins conflictuelle envers un pays qu'elle considère toujours comme un « rival systémique ». Le débat transatlantique est donc de plus en plus façonné par la question chinoise. Cela démontre la nécessité de renforcer la résilience européenne et de mettre en place un pacte de sécurité global.

Les Européens ont développé leur capacité à relever les défis économiques et sécuritaires posés par l'interdépendance dont ils ont tiré leur force. Ils devront désormais défendre l'alliance transatlantique et leur ambition d'en faire un partenariat d'égal à égal. La préparation de l'avenir européen commence dès maintenant et passe par la tâche herculéenne d'apporter une réponse à la question suivante : de quoi l'Europe a-t-elle besoin pour rendre l'article 42, paragraphe 7, du Traité sur l'Union européenne applicable ? L'article 42, paragraphe 7, est la clause de solidarité de l'UE face aux menaces extérieures. Il stipule « que si un État membre est victime d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres ont l'obligation de lui porter aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir ». La formulation de cet article le rend encore plus contraignant que l'article 5 de l'OTAN. Cependant, il ne précise pas comment les États membres doivent s'y prendre, que ce soit par le biais des institutions de l'UE ou d'une coopération intergouvernementale. De plus, l'Europe a fait d'énormes progrès dans l'aide militaire apportée à l'Ukraine et a désormais dépassé les États-Unis en termes d'engagement : 50 % de l'aide militaire à l'Ukraine provient désormais des Européens.

La mise en place d'une base industrielle de défense commune et d'un partenariat UE-OTAN renforcé sont des projets qui s'étendent sur plusieurs décennies. Les tentatives précédentes visant à développer un avion franco-allemand commun, comme le système de combat aérien du futur (SCAF), ou un futur char de combat, tel le Main Ground Combat System (MGCS), peinent considérablement à se concrétiser. Une coopération renforcée entre l'UE et l'OTAN, notamment pour que l'Agence européenne de défense (AED) devienne l'institution chargée de coordonner les investissements et les dépenses de défense au sein de l'Union européenne, est une nécessité absolue. La guerre menée par la Russie en Ukraine a démontré la complémentarité de l'UE et de l'OTAN. La répartition des rôles au début de l'invasion russe de l'Ukraine – l'OTAN chargée de la dissuasion et de la défense, et l'UE chargée de la mobilisation des outils financiers – a bien fonctionné. Cependant, la rivalité institutionnelle, fondée sur l'idée obsolète selon laquelle tout investissement dans la défense européenne affaiblirait l'OTAN, persiste. Sans ces doubles emplois et ces redondances, les Européens et les Américains n'auraient pas été en mesure de fournir à l'Ukraine les armes dont elle a eu besoin jusqu'à présent.

Il existe d'autres domaines où la duplication est essentielle à la capacité d'action de l'Europe : le système européen de navigation par satellite, connu sous le nom de

Galileo, empêche les Européens d'être victimes de la falsification du GPS, une attaque qui consiste à faire afficher de fausses coordonnées par le GPS.

Pour préparer l'avenir, l'UE doit jouer un rôle plus important dans la définition et la mise en œuvre des besoins en matière de sécurité en Europe. Une mesure indispensable que l'Europe doit prendre, tant pour son propre intérêt que pour celui de l'Ukraine, consiste à investir dans des installations de production de munitions, tant au sein de l'UE qu'en Ukraine. Le développement de ces capacités de production avec l'Ukraine contribuera également à la reconstruction du pays, une fois la guerre terminée. Par le passé, la volonté politique faisait défaut pour mener à bien ces projets, tout comme les financements. En janvier 2024, le Fonds européen d'investissement, conjointement avec la Commission européenne, a décidé d'octroyer 175 millions d'euros à des fonds de capital-risque et de capital-investissement investissant dans des entreprises européennes, levant un tabou en matière de défense européenne.

Mais depuis la réélection de Trump et son désengagement assumé envers la sécurité européenne, l'Union est passée à une autre échelle. Les États membres ont notamment activé SAFE, un instrument permettant de mobiliser jusqu'à 150 milliards d'euros de prêts pour financer l'achat d'équipements produits en Europe et renforcer les chaînes d'approvisionnement stratégiques, faisant partie du plan « RearmEurope » présenté par la Commission en mars 2025.

À côté de ce dispositif de grande ampleur, l'Union européenne dispose d'un ensemble d'instruments qui structurent sa capacité d'investissement dans la défense. Depuis 2017, la Coopération structurée permanente favorise le développement de capacités communes et la coopération entre États membres, tandis que le Fonds européen de défense, doté d'environ 8 milliards d'euros pour 2021-2027, finance des projets collaboratifs de recherche et d'innovation, contribuant à l'émergence de standards technologiques communs, à l'interopérabilité et à la consolidation des chaînes d'approvisionnement européennes. La Facilité européenne pour la paix, créée en 2021 puis renforcée après 2022, joue pour sa part un rôle central en permettant de financer directement des livraisons d'équipements militaires à des partenaires extérieurs, notamment l'Ukraine. En complément, en 2023, l'Europe a expérimenté des programmes à court terme comme EDIRPA pour encourager les achats conjoints et ASAP pour accélérer la production de munitions, aujourd'hui

expirés mais qui ont permis de répondre à des besoins urgents. Leur logique se prolonge désormais dans l'EDIP, une initiative de l'Union Européenne allouant 1,5 milliard d'euros sous forme de subventions à l'industrie de défense pour la période 2025-2027. L'ensemble de ces mécanismes offre à l'Union une base financière et industrielle capable de moderniser ses capacités et de stimuler l'innovation. Le mépris de Donald Trump pour l'OTAN, et pour les alliances militaires en général, est bien connu. Depuis son retour à la Maison Blanche, son administration a multiplié les signaux de désengagement : remise en cause publique de l'article 5 (« S'ils ne payent pas, je ne vais pas les défendre »), pressions pour réduire les effectifs américains en Europe et volonté déclarée de transférer l'essentiel des responsabilités conventionnelles aux Européens d'ici 2027. L'approche américaine relève davantage d'un « quiet quitting » : un effacement progressif de la participation américaine aux mécanismes de l'OTAN, laissant l'Europe assumer une part toujours plus grande du fardeau.

À plusieurs reprises, des responsables de son administration ont indiqué aux délégations européennes que si l'Europe ne prenait pas rapidement en charge la « majorité des capacités conventionnelles » de l'OTAN, Washington pourrait se retirer de certains mécanismes clés de coordination militaire. Cette évolution nourrit une incertitude stratégique majeure pour l'Europe.

La dissuasion nucléaire constitue un élément clé de la garantie de sécurité offerte par les États-Unis à l'Europe. Par conséquent, une avancée dans ce contexte, qui permettrait de lever un autre tabou, consisterait pour les Européens à discuter de la manière dont une force de dissuasion nucléaire européenne se traduirait concrètement. On ne peut pas éluder les débats houleux que cette proposition entraînerait. Le président français avait appelé ses homologues européens en février 2020 pour mener cette discussion ensemble – en vain. Mais son discours de mars 2026 a redonné voix à ces ambitions en proposant aux États européennes qui le souhaiteraient de construire ensemble une « dissuasion avancée » chapeautée par la France.

En cas de retrait américain de l'OTAN, des questions cruciales se poseraient quant à savoir qui devrait organiser les armées européennes – cela devrait-il rester du ressort d'une OTAN sans les États-Unis, ou devrait-ce être l'UE, mais alors qu'en serait-il des États membres de l'OTAN non-membres de l'UE ? D'autres questions

cruciales concernant le commandement et le contrôle, ou le transfert de données, devraient aussi être abordées immédiatement.

Pour autant, même sous Trump II, une évidence demeure : assumer une plus grande part de la défense européenne ne signifie pas pour autant que les États-Unis seraient absents du tableau, pas plus que le maintien des États-Unis dans ce rôle n'implique que les Européens devraient rester les bras croisés. Deux choses peuvent être vraies en même temps : les Européens et les Américains ont la capacité d'être tous deux présents en Europe et d'en assurer tous deux sa sécurité. Une défense européenne plus forte renforce la relation transatlantique et permet aux Européens et aux Américains de coopérer sur une base plus solide et plus équitable.

Je vous remercie pour votre attention.